

CONFÉRENCE SUR LA STRATÉGIE COMMERCIALE CANADIENNE

Malgré l'importance des obstacles, les entreprises canadiennes savent relever le défi des échanges commerciaux et des investissements dans les pays de l'ancienne Union soviétique et dans les États baltes. C'est la conclusion à laquelle en est arrivé le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, à la suite d'une rencontre de haut niveau avec des dirigeants du monde des affaires, tenue à Toronto au mois de janvier 1992.

M. Wilson y a rencontré 27 cadres supérieurs venus de partout au Canada, et dont les entreprises entretenaient des rapports commerciaux avec les pays de l'ancienne Union soviétique. On y retrouvait des représentants de l'industrie de la technologie de pointe, de la construction, de l'énergie, de l'alimentation, ainsi que des secteurs juridiques et financiers.

Le Ministre a sollicité leur opinion sur le développement des échanges commerciaux, les priorités d'investissement et les stratégies qu'il y avait lieu d'adopter à la lumière des changements qui se produisaient sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. C'était la deuxième fois que M. Wilson sollicitait l'opinion des dirigeants d'entreprises sur le rôle du Canada. Cela montre bien l'intérêt constant qu'il porte à ces pays qui ont nouvellement acquis leur indépendance, et sert de complément à ses voyages antérieurs dans ces régions.

La plus puissante locomotive

La participation à ces projets conjoints était l'un des principaux sujets de discussion. Il existe à peu près une centaine d'ententes conjointes unissant ainsi des entreprises canadiennes à leurs associés de l'ancienne Union soviétique, et la moitié de ces projets conjoints sont actuellement en voie de réalisation. De plus, il appert selon une étude récente commanditée par l'ancien Conseil commercial Canada-URSS, que dans l'ensemble, le taux de réussite des projets canadiens est plus élevé que celui des autres pays. Les projets canadiens à participation conjointe démarrent plus rapidement et emploient plus de main-d'oeuvre locale que ceux d'autres pays.

Devant cet impressionnant dossier, M. Wilson a exprimé l'opinion que l'entreprise privée était «la plus puissante locomotive qui puisse accélérer la croissance». Les possibilités de réussites additionnelles sont très élevées, a-t-il ajouté, étant donné les nombreux points de ressemblance entre le Canada et l'ancienne Union soviétique quant au climat, la géographie et les ressources naturelles.

«*La plus puissante locomotive qui puisse accélérer la croissance.*»

*L'honorable
Michael Wilson*

Les participants ont conclu que les accords de participation conjointe demeuraient la meilleure formule commerciale. Le commerce en direct se développera à mesure que les sociétés d'État seront privatisées et que le rouble deviendra une devise qui pourra faire l'objet de change. D'ici lors, un nombre plus élevé d'entreprises continueront d'avoir recours au commerce de contrepartie pour tirer des revenus en devises fortes de leurs exportations dans cette région.

Devant l'inquiétude exprimée par certains participants, M. Wilson a précisé qu'on était en voie de négocier de nouveaux accords commerciaux afin d'éliminer certains risques et obstacles au commerce rencontrés dans le passé, comme par exemple la double taxation.

Favoriser les possibilités

On a fait plusieurs recommandations en vue d'aider le gouvernement et le secteur privé à promouvoir les affaires. Par exemple, les entreprises canadiennes devraient s'enquérir des possibilités de financement offertes par les institutions financières internationales, surtout auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, où le Canada a récemment institué un fonds de coopération technique afin de donner sur place un avantage aux entreprises canadiennes.

M. Wilson a dit qu'il entendait continuer à consulter régulièrement les représentants du secteur privé afin de favoriser le développement de rapports d'affaires et d'accroître la présence canadienne sur les nouveaux marchés de l'ancienne Union soviétique. Au mois de juillet, le Ministre se rendra en Russie à la tête d'une délégation de hauts dirigeants d'entreprises, afin de repérer les secteurs qui bénéficieraient des compétences canadiennes. ■